

serait si facile, si seulement on voulait s'arrêter à la politique du bon sens même. Vous aurez beau créer tous les ministères au monde, vous ne ferez qu'aggraver la situation si vous ne revenez pas à une politique basée sur la saine économie et sur la justice sociale.

Au moment où le Gouvernement s'apprête à dépenser les fonds publics et à piller le trésor, de même qu'à restaurer toutes choses, il instaure la délation au Canada. Il statue que je serai obligé, sous peine d'amende ou de prison, de dénoncer mon fils ou mon employé aux autorités militaires s'il n'est pas en règle avec les décrets et ordonnances de guerre et la loi de mobilisation. Voilà une mesure abjecte et infâme, digne des espions et des traîtres. Et c'est là la situation dans toute sa triste réalité. Le Gouvernement veut absolument apprendre à ses administrés comment on devient traître ou félon. La dette formidable qui nous accable, les impôts si lourds qui pèsent sur le contribuable, les milliards que le Gouvernement donne comme si c'était son propre argent, les emprunts de deux mille millions et au delà qui se succèdent sans interruption et à date fixe, cela n'est rien pour lui. Il réclame l'impôt du sang et il le fait de la façon la plus hypocrite et la plus brutale. Monsieur le président, jamais le gouvernement Borden, mis au pilori par les libéraux durant vingt-cinq ans, ne s'est montré aussi prodigue. Jamais le gouvernement conservateur de l'époque n'a engagé ainsi tout l'avenir économique du pays. La dernière guerre n'a coûté qu'un peu plus d'un milliard. Et j'entends encore les sentences de mort prononcées contre le gouvernement Borden par toute une tourbe hurlante, tragiques farceurs dont je retrouve ici quelques survivants et quelques disciples dignes de tant de fourberie.

Le gouvernement Borden avait institué dans tous les comtés du pays des tribunaux d'exemption pour les travailleurs essentiels à l'agriculture. Pas un ne fut enrôlé contre son gré. Aujourd'hui, malgré les sursis accordés, le cultivateur est rappelé et rappelé encore pour revision médicale. C'est ainsi que l'argent destiné à la guerre est dépensé en grande partie, soit en cadeaux aux nations riches et puissantes, soit en appels inutiles de certaines classes de mobilisés et en frais d'examen médicaux, soit pour maintenir la bureaucratie la plus incompétente et les commissions les plus hautaines et les plus ignorantes de tous les temps. Que le Gouvernement continue sa marche sur la route semée d'écueils où il s'est engagé, nous le rencontrerons bientôt devant le peuple qu'il a trahi.

Je disais tantôt qu'au cours de la dernière guerre pas un cultivateur ne fut enrôlé contre son gré. Que s'est-il passé sous ce Gouverne-

[M. Lacombe.]

ment? Dès la fin de l'été 1940, tous les jeunes cultivateurs furent obligés de se rendre à la caserne pour y subir un entraînement d'un mois. Cet entraînement fut ensuite porté à quatre mois. Et Dieu sait combien de jeunes cultivateurs sont encore dans l'armée. Ils sont là par milliers et par milliers. Que l'on ne vienne pas comparer la conscription de la dernière guerre à celle d'aujourd'hui. J'en sais quelque chose, puisque je fus conscrit durant la dernière guerre. Le gouvernement Borden fut beaucoup plus franc et plus loyal que le gouvernement actuel. Quand il a adopté la loi de conscription, il ne le fit pas de façon déguisée et déloyale comme l'a fait le gouvernement actuel. Ce Gouvernement a violé toutes ses promesses et tous ses engagements. Aussi, malgré toute la sympathie que j'aurais pour quelques clauses de cette résolution, je ne peux en voter la rédaction générale ni un sou de ces crédits de dix millions.

(Traduction)

M. GASPARD FAUTEUX (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, le 6 janvier dernier, M. Eugene Staley, membre du personnel de l'Administration de secours et de rétablissement des Nations Unies, a fait une déclaration à la fois si éloquent, si concise et si expressive que je ne saurais trouver meilleure entrée en matière.

Plus de 500 millions d'humains, hommes, femmes et enfants, subissent aujourd'hui le régime despotique de l'Axe dans les régions occupées de l'Europe, de l'Asie et des îles avoisinantes. D'aucuns meurent de faim; d'autres, et en bien plus grand nombre, souffrent gravement de sous-alimentation. Or, une personne sous-alimentée devient facilement la proie de la maladie. Les vêtements et le savon, indispensables tant au bien-être des particuliers qu'à la prévention des maladies, se trouvent en quantités bien insuffisantes dans les régions occupées. Des millions de personnes,—réfugiés, prisonniers de guerre, ouvriers forcés de travailler pour la machine de guerre axiste,—se trouvent éloignés de leurs foyers. Des calculs portent à 20 millions en Europe et à 40 millions en Chine le nombre de ces "déportés".

Un peu plus tard, vers la fin de février, M. Abraham Feller, avocat-conseil général du même organisme, disait:

Lorsque les canons cesseront de tonner en Europe et en Asie, les peuples de tout l'univers se trouveront en face de misères humaines et de destructions matérielles navrantes. Inutile de chercher à vous décrire ce spectacle, de ranger des chiffres pour vous faire saisir ces horreurs, ou d'accumuler les épithètes afin de vous décrire ce qui est en réalité indescriptible. Vous savez que tous ces pourchassés, ces sans foyer, ces réfugiés, ces ouvriers soumis au travail forcé, ces personnes des deux sexes aujourd'hui dans des camps de concentration, ces mères qui assistent à l'inanition graduelle de leurs enfants, que tous ces otages de l'ennemi doivent être libérés et réhabilités.